
N°. C V I I I.

L'AMI DU PEUPLE,
O U
LE PUBLICISTE PARISIEN;
JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL.

Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la Patrie,
du Moniteur, et du Plan de Constitution, etc.

Vitam impedere vero.

Du Jeudi 11 Mars 1790.

Abolira-t-on sans indemnité les droits de péage, minage, etc. etc. -- Palais royal. -- Suite de la protestation de MM. Martin et Duval Desreins, contre les juges du châtelet.

ASSEMBLÉE NATIONALE,

Séance du 9 Mars 1790.

Abolira-t-on sans indemnité les droits de péage, minage, hallage, étalonnage, etc. etc. Telle étoit la question, qui n'en pouvoit faire une que pour quelques ci-devant seigneurs, ennemis nés du peuple et de la liberté. Le comité chargé de présenter un projet de décret sur cette matière, a

sagement pensé que ces droits odieux étoient des impôts créés anciennement par des usurpateurs de l'autorité souveraine, perpétués par la foiblesse et la nullité du peuple, qui n'avoit jamais été éclairé sur ses droits, et qu'on devoit les frapper tous d'une égale proscription, sans astreindre à aucun dédommagement le peuple qui avoit été si long-tems victime de ces oppressions seigneuriales. --- Quelques nobles, et sur-tout le duc de Mortemart, ont soutenu qu'un pareil affranchissement seroit une violation de la propriété, etc. La cause n'étoit pas soutenable : le projet de loi présenté par le comité, a été adopté à la grande majorité. Il est composé de cinq articles fort longs, que les bornes de ma feuille ne me permettent pas de rapporter, mais qu'on trouve dans tous les papiers publics, dont les rédacteurs faméliques sont toujours charmés de n'avoir plus qu'à copier une besogne toute faite.

P A L A I S R O Y A L.

Toujours des patrouilles, toujours des bourrades au nom de la liberté. -- Ce palais, qui naguere retentissoit des motions patriotiques que les bons citoyens venoient y faire en foule ; ce palais, sans lequel la bastille et tous les embastilleurs existeroient encore (1) ; ce palais,

(1) On a bien fait de couper la tête à Delat-

sans lequel la réunion des trois ordres ne se fut jamais opérée ; ce palais, sans lequel l'arrêté du 4 août n'eut jamais été ni décrété, ni sanctionné ; ce palais, sans lequel un fatal VETO ABSOLU se seroit opposé, pour jamais, à la régénération et au bonheur du peuple ; ce palais, est aujourd'hui le temple du despotisme ; et des gardes nationaux, revêtus de l'uniforme de la liberté, et esclaves aveugles de l'aristocratie municipale, en sont les desservans. -- Leur principal emploi est d'y arrêter les colporteurs, et de leur saisir inhumainement toutes les brochures dont le titre leur est indiqué par M. le procureur-syndic de la commune, lequel, au moyen des espions et des mouchards qu'il y aposte, a toujours chez lui avant midi la collection des nouveautés qui s'y distribuent.... Et M. le procureur-syndic de requérir contre les auteurs, contre les imprimeurs des

nay ; car le docile châtelet, cédant aux sollicitations de la municipalité parisienne, c'est-à-dire, aux instances de la cour et de l'indulgent Necker, n'auroit pas manqué de le déclarer innocent, comme il a déclaré innocent le détestable Bézenval ; et l'on n'auroit pas manqué de doubler ses appointemens, comme on a indécemment doublé ceux du commissaire Chénon, embastilleur déterminé.

écrits qui lui paroissent incendiaires, c'est-à-dire, qui contiennent le plus de vérités; et les auteurs, de se cacher pour écrire des vérités plus sensibles encore à M. le procureur-syndic; et les colporteurs de fuir à l'aspect des gardes nationaux, qui s'avilissent à faire le métier de délateurs et de pousée-culs, lorsqu'ils devroient être les plus fermes appuis, les plus courageux défenseurs de la liberté; et l'autent aristocrate de la gazette de Paris, de distribuer bassement des éloges à M. le procureur-syndic. « Grace à la surveillance de M. le procureur-syndic de la commune, dit-il, dans son numéro du 8 de ce mois, il a été ordonné de saisir toutes les brochures, de condamner l'imprimeur à en nommer l'auteur, et d'arrêter tous les colporteurs qui les vendent. Ce magistrat, ajoute-t'il, a parlé avec une énergie, une sensibilité, et sur-tout un respect pour les mœurs, qui fait autant d'honneur à son éloquence qu'à ses vertus ». — Indécent flagorneur, c'est pour prapager librement tes adages aristocratiques et anti-populaires, que tu encenses sans pudeur une idole aussi vile. Quoi! l'ennemi né de la liberté de la presse, l'infâme inquisiteur qui a succédé à LENOIR, sans en avoir l'esprit ni les talens, l'oppresseur de tous les gens de lettres, le persécuteur des imprimeurs, le tyran des infortunés colporteurs qu'il fait jeter

en prison, après les avoir ruinés, en leur enlevant leur mince propriété, le magistrat sans pudeur, qui cite audacieusement les auteurs à son tribunal pour répondre aux conclusions qu'il lui plaira prendre contre eux; celui-là, dis-tu, a de l'énergie, de la sensibilité, du respect pour les mœurs et des vertus. Blasphémateur impie! dis donc, aussi, que Delaunay, Flesselles, Foulon et Berthier étoient amis du peuple et de la patrie.

Suite de la protestation de MM. Martin et Duval
Desteins, contre les juges du châtelet.

3°. Attendu que les motifs de ce jugement sont
POUR AVOIR TENU DES PROPOS IMPRUDENS
ET INDISCRETS, sans expliquer ni la nature
de ces propos, ni le lieu où ils ont été tenus.

4°. Attendu que conformément à la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, et à l'arrêté rendu par les mandataires de la commune, à l'occasion de la motion du marquis de Saint-Huruge, au palais royal, les requérans ont pu librement manifester leur opinion sur la loi martiale dans l'assemblée de leur district, sans encourir un emprisonnement illégal de quatre mois, et les dangers d'une procédure criminelle au châtelet de Paris. 5°. Attendu que l'information faite contre les requérans n'offre

la preuve d'aucun des propos qui leur ont été attribués. 6°. Attendu que l'injonction qui leur a été faite par le jugement du 22 février dernier, portant en même-tems défense de récidiver sous peine de punition exemplaire, suppose un délit, quand il n'en résulte aucun de l'information, et quand il n'en résulteroit même aucun, alors qu'elle auroit fourni la preuve la plus complete des propos attribués aux requérans. 7°. Enfin, attendu que ce jugement ne paroît être que le complément des vexations exercées par les représentans de la commune, contre les requérans aussi illégalement qu'injustement, et d'une procédure irrégulière et nulle.

En conséquence, protestent les requérans de se pourvoir incessamment, soit en cassation, soit en révision ou autrement, du jugement dudit jour 22 février dernier, soit pardevant Nosseigneurs de la haute cour nationale, soit pardevant tel autre tribunal compétent, et ainsi qu'il appartiendra, même en prise à partie contre aucuns des juges dudit châtelet, et aux termes de droit, sans préjudice aux plaintes que les requérans vont rendre, tant contre les vexations et abus de pouvoir et d'autorité dont ils ont été les victimes, que contre leurs dénonciateurs, accusateurs et calomnieux.

Avois-je tort, quand je demandois au nom du

peuple la destitution des juges du châtelet. On m'a traité de furieux, d'enragé, lorsque dévoilant l'hypocrisie et la bassesse des membres de ce tribunal; j'annonçois d'avance les prévarications et les injustices dont il se rendroit coupable. Je ne parle pas du décret infâme qu'il a lancé contre moi pour assouvir sa vengeance, et se délivrer d'un censeur incorruptible : je ne parle pas de la manière scandaleuse avec laquelle il a fait exécuter ce décret le 22 janvier dernier : mais, qu'on jette les yeux sur ses jugements, dans tous on reconnoîtra l'empreinte de la faveur ou de l'iniquité.

Après avoir fait entendre contre Bézenval près de 200 témoins choisis, qui savoient parfaitement bien n'avoir rien à dire contre l'accusé, il lui rend sa liberté, et finit par le décharger de toute accusation. Le peuple murmuroit : pour donner à leur arrêt un vernis de justice, ces monstres lui substituoient une autre victime. L'infortuné Favras est désigné pour servir d'expiation et d'holocauste. Deux infâmes, ses accusateurs, ses dénonciateurs, soudoyés par la commune, avides de la récompense promise à leur délation, déposent qu'il a voulu enlever le roi et la famille royale. On feint d'ignorer qu'on enlève pas un roi, une famille royale, comme on enlève une racocheuse sur le pavé : on feint d'ignorer qu'un pareil enlèvement ne peut se faire que du con-

seulement des enlevés : et voilà le malheureux Favras convaincu du crime de lèze-nation. En vain il proteste de son innocence , il n'est pas entendu ; en vain il reproche , comme témoins , ces deux accusateurs , il n'est pas écouté ; en vain il offre de produire des témoins qui le justifioient de l'inculpation des deux scélérats intéressés à sa perte ; on lui refuse avec dureté la faculté de les faire entendre. On pousse l'animosité jusqu'à lancer une injonction contre son avocat , pour avoir improuvé les conclusions du procureur du roi. On n'examine pas si la déposition de deux témoins , à la fois accusateurs , dénonciateurs , et de plus intéressés au procès , suffit pour ôter la vie à un accusé. On condamne l'infortuné Favras à une mort ignominieuse. On lui lit sa sentence , en lui ajoutant barbarement , pour le consoler , que sa vie est un sacrifice qu'il doit à la tranquillité publique. On l'exécute ensuite : et quelques jours après , les juges qui l'ont assassinés , contre lesquels tous les honnêtes gens se soulèvent , essayent de justifier leur arrêt de sang , en recevant secrètement cinq dépositions qu'ils ne publient pas , mais qu'ils disent autoriser le supplice qu'ils ont fait subir à leur victime.....

La fin au numéro prochain.

De l'Imprimerie de M A R A T.